



## Dans la nuit noire des élections nicaraguayennes

Maya Collombon

### ► To cite this version:

Maya Collombon. Dans la nuit noire des élections nicaraguayennes. Olivier Dabène (dir.). Amérique latine. L'Année politique 2021, Les Etudes du CERI n°259-260, , pp.100-103, 2022, <10.25647/etudesduceri.259-260.15>. <hal-03676818>

**HAL Id: hal-03676818**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03676818v1>**

Submitted on 10 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

## Dans la nuit noire des élections nicaraguayennes

par Maya Collombon

Le 7 novembre 2021, les Nicaraguayens étaient appelés à voter pour des élections générales, présidentielle et législatives. Sur le formulaire de vote à remplir<sup>1</sup>, ces derniers pouvaient trouver les noms du président sortant Daniel Ortega pour le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), et de cinq autres candidats : Walter Espinosa pour le Parti libéral constitutionnel (PLC)<sup>2</sup>, Guillermo Osorno pour le Parti de la voie chrétienne nicaraguayenne (CCN)<sup>3</sup>, Marcelo Montiel pour l'Alliance libérale nicaraguayenne (ALN), Gerson Gutiérrez pour l'Alliance pour la république (APRE) et Mauricio Orué pour le Parti libéral indépendant (PLI). Aucun de ces cinq candidats n'est alors connu du grand public, n'a fait de campagne électorale, ni n'a de réels précédents politiques. Le seul parti qui sur les cinq obtient plus de 4 % des voix est le PLC, ancien parti d'opposition au FSLN, mais qui a fait alliance avec le parti sandiniste dès les années 2000, devenant ainsi son principal allié. De fait, tous les candidats et les partis se présentant à l'élection de 2021 sont proches du FSLN et ne constituent donc pas une opposition politique. Cette dernière s'est d'ailleurs retrouvée derrière un seul slogan : « Restez à la maison », et une même consigne de vote, le boycott. A l'instar des dernières élections de 2016 et dans une proportion nettement supérieure, les Nicaraguayens ont effectivement opté pour un très fort abstentionnisme : selon l'organisation nicaraguayenne Urnes abiertas (Urnas Abiertas), elle aurait atteint en 2021 le taux historique de 81,5 %.

Sans surprise, au terme du dépouillement, Daniel Ortega a été élu président de la République, avec 75,92 % des suffrages, pour un quatrième mandat consécutif depuis son retour au pouvoir en 2007<sup>4</sup>. A ses côtés et pour la seconde fois, son épouse Rosario Murillo a été élue vice-présidente. Sur les quatre-vingt-dix sièges de l'Assemblée nationale, soixante-quinze ont été gagnés par le FSLN, parti disposant déjà d'une majorité absolue au Parlement depuis dix ans. Pour la première fois dans ces proportions, l'élection a été largement dénoncée à l'échelle nationale et internationale pour son manque de compétition électorale, pour ses atteintes aux droits politiques des opposants et pour le manque de transparence de la procédure. Comment le Nicaragua en est-il arrivé à cette mascarade d'élection, conduisant la quasi-totalité des pays, dont ses alliés historiques, à ne pas reconnaître la légitimité de la réélection de Daniel Ortega à la tête du pays ?

---

<sup>1</sup> Les Nicaraguayens votent sur une feuille unique où sont inscrits le nom de tous les candidats. Ils doivent cocher la case du candidat pour lequel ils votent.

<sup>2</sup> Le PLC a été le grand parti de la droite libérale dans les années 1990, alors opposant féroce du FSLN, au pouvoir de 1996 à 2006. Il a perdu une grande partie de ses affiliés lors du Pacte politique de 2000 entre le PLC et le FSLN qui a facilité le retour au pouvoir du parti sandiniste. Voir M. Collombon, « Le rose au front. Déployer l'hégémonie sandiniste dans la rue », in L. Bamaara, C. Floderer, M. Poirier (dir.), *Faire campagne*, Paris, Karthala-Science Po Aix, 2016, pp. 27-51.

<sup>3</sup> Le CCN, l'ALN, l'APRE et le PLI sont des partis récents, formés majoritairement dans les années 2000. Initialement dans l'opposition du FSLN, ils sont désormais « achetés » par Daniel Ortega qui a réussi à y placer ses hommes aux postes clés.

<sup>4</sup> Daniel Ortega a été président du Nicaragua une première fois de 1984 à 1990, c'est donc au total son cinquième mandat présidentiel.

## Pas de retour en arrière après la crise politique de 2018

L'élection générale de 2021 s'est tenue dans un pays qui s'est fortement transformé au cours des derniers mandats sandinistes, et plus spécifiquement depuis la grave crise politique qui l'a secoué en 2018. Elle ne peut se comprendre sans prendre en considération les effets politiques de ces mobilisations et de leur répression, marquant une rupture radicale dans les équilibres politiques tels qu'ils existaient alors et redistribuant les cartes des rapports de force.

Mi-avril 2018, de petits groupes d'étudiants sont descendus manifester dans les rues de Managua pour demander l'intervention de l'Etat contre les feux de forêt qui dévastaient depuis plusieurs jours la réserve biologique Indio Maiz sur la côte atlantique du pays. Le 18 avril, une autre manifestation, cette fois contre la réforme du système des retraites, a mobilisé les retraités demandant, devant les installations de l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale (INSS)<sup>5</sup> à León, la suppression de la réforme. Les deux manifestations se sont rejointes à Managua et d'autres se sont développées dans tous les départements du pays. Bientôt, le mouvement, majoritairement étudiant, s'est étendu : il s'agit des plus importantes mobilisations de rue depuis le retour du FSLN au pouvoir. Mais dès le 19 avril, la réponse des autorités a été la répression : les premières victimes des affrontements qui opposaient manifestants et paramilitaires ont alors été déplorées. Au terme de plusieurs mois de conflits, le solde des victimes se comptait en centaines de morts, de prisonniers, en milliers de blessés et en dizaines de milliers d'exilés<sup>6</sup>. Malgré plusieurs tentatives infructueuses de négociation entre le gouvernement Ortega et les coalitions d'opposants, la situation politique est restée bloquée tandis que la répression s'est intensifiée. Les deux principales coalitions d'opposition, l'Alliance civique et l'Unité nationale bleue et blanche, ont eu beaucoup de mal à porter une voix unique ; elles ont en outre été fortement limitées dans leur portée et leurs activités par les effets de la persécution politique. Depuis, plutôt qu'une réelle sortie du conflit, c'est un climat de peur qui s'est installé, où toute opinion politique contraire à la ligne autorisée du FSLN est persécutée.

Ce printemps nicaraguayen a aussi été celui de la mise en œuvre d'un état d'exception de fait, faute d'être déclaré comme tel, qui visait explicitement à mettre un terme à toute opposition au sandinisme – un sandinisme modelé à la seule image du clan Ortega. Il a commencé par l'interdiction des manifestations dès l'été 2018, puis ont suivi jusqu'à nos jours différentes mesures sécuritaires et répressives favorisant le retour forcé à l'espace domestique<sup>7</sup> et la diffusion d'un climat de peur. Dans la seule semaine précédant les élections de 2021, le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH) a comptabilisé cent huit violations des droits humains comprenant, outre des atteintes aux libertés individuelles, à l'intégrité physique et mentale, à la liberté de presse, à la libre circulation, à la propriété, etc., des agressions et des menaces de mort<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> Equivalent de la sécurité sociale au Nicaragua.

<sup>6</sup> Ici aussi, les données chiffrées, difficiles à déterminer avec précision, sont l'objet de discussions entre organisations des droits humains et organisations internationales. Le rapport du CENIDH, organisation nationale des droits humains, comptabilise plus de quatre cents morts dans les affrontements du printemps 2018.

<sup>7</sup> Dans un tel contexte, la gestion catastrophique de la pandémie par le gouvernement Ortega – d'abord sceptique puis encourageant les regroupements publics – a très certainement participé au retour des Nicaraguayens dans l'espace domestique et à la fin de la période de confrontation.

<sup>8</sup> CENIDH, « En Nicaragua, no hubo elecciones », novembre 2021 ([www.cenidh.org/media/documents/docfile/EN-NICARAGUA-NO-HUBO-ELECCIONES-FUE-UNA-FARSA-ELECTORAL.pdf](http://www.cenidh.org/media/documents/docfile/EN-NICARAGUA-NO-HUBO-ELECCIONES-FUE-UNA-FARSA-ELECTORAL.pdf)).

## Des élections autoritaires en temps de loi Guillotine

Ce climat de peur, qui pèse désormais sur une majorité de Nicaraguayens, s'accompagne depuis 2018 d'un certain nombre de mesures qui servent à fermer les espaces politiques, à criminaliser toute opposition au régime et à limiter le travail de la presse indépendante ou des organisations de droits humains. Ainsi, lorsqu'en avril 2021, le Conseil suprême électoral (CSE) a annoncé la tenue des élections de novembre 2021 avec un retard de six mois (et non plus d'un an comme annoncé précédemment), la stratégie répressive a été renforcée par un attelage juridique. L'Assemblée nationale a approuvé, en l'espace de six mois, des lois et réformes utilisées pour limiter le travail des opposants et de la presse critique au régime. C'est le cas notamment de la loi de régulation des agents extérieurs<sup>9</sup>, première de la série, puis de la loi de défense des droits du peuple à l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination pour la paix, couramment appelée loi de souveraineté nationale ou encore loi Guillotine, instaurant un délit de « trahison à la patrie ». En outre, la loi spéciale de cyber-délits régule les contenus internet et criminalise l'exercice journalistique. Un amendement constitutionnel impose la prison à vie aux « crimes de haine »<sup>10</sup>. Enfin, dernière étape, une réforme du Code pénal permet l'extension de la garde à vue de quarante-huit heures à quatre-vingt-dix jours.

Début juin 2021, en l'espace de quelques jours, la menace qui planait sur les opposants a été mise à exécution : le 2 juin 2021, Cristiana Chamorro<sup>11</sup>, pré-candidate à l'élection présidentielle a été arrêtée, gardée en résidence surveillée et délestée de ses droits politiques, sur ordre d'un juge à la suite d'une accusation de blanchiment d'argent<sup>12</sup> ; le 5 juin, le pré-candidat Arturo Cruz a été à son tour arrêté à l'aéroport, pour sa part accusé de violer la loi de souveraineté (loi 1055) par laquelle il était désigné comme « traître à la patrie ». Sur la base de cette même loi, le 8 juin, la police a emprisonné les pré-candidats, Félix Maradiaga<sup>13</sup> (en sortant de la Fiscalía où il avait été appelé), Arturo Cruz<sup>14</sup> et Juan Sebastián Chamorro<sup>15</sup> (en pleine nuit à son domicile). Les trois étaient pré-candidats pour le parti Alliance des citoyens pour la liberté (ACxL) lequel, en mars 2021, était le seul parti légal d'opposition autorisé à présenter un candidat à l'élection de novembre. A la fin du mois de juillet, l'ensemble des pré-candidats de l'opposition, y compris Miguel Mora le 20 juin, Medardo Mairena le 6 juillet et Noel Vidaurre le 24 juillet, avaient été arrêtés. Pour des raisons similaires et sur la base des mêmes textes, ont aussi été arrêtés plusieurs opposants politiques, majoritairement des activistes

---

<sup>9</sup> Votée le 15 octobre 2020, cette loi distingue les Nicaraguayens en deux catégories : les « véritables » et les « agents extérieurs », catégorie leur faisant perdre leurs droits politiques.

<sup>10</sup> Le 18 janvier 2021 est voté un amendement constitutionnel intégrant la prison à vie pour les « crimes de haine ».

<sup>11</sup> Cristiana Chamorro est fille de l'ancienne présidente Violeta Chamorro qui a vaincu le FSLN lors de l'élection de 1990 et du journaliste Pedro Joaquín Chamorro assassiné en 1978. Elle est journaliste et politique.

<sup>12</sup> Elle est accusée par la Fiscalía de « délits de gestion abusive et de fausseté idéologique, le tout lié à du blanchiment d'argent, biens et actifs » à travers la Fondation Violeta Chamorro qu'elle dirige.

<sup>13</sup> De 2002 à 2006, Félix Maradiaga a été secrétaire général du ministère de la Défense sous la présidence d'Enrique Bolaños. Il est représentant du groupe d'opposition Unité nationale bleue et blanche.

<sup>14</sup> Diplomate, ancien ambassadeur du Nicaragua à Washington (2007-2009), Arturo Cruz est aussi universitaire (professeur d'économie à l'INCAE) et consultant pour la BCIE, la Banque mondiale, le PNUD, etc.

<sup>15</sup> Economiste, entrepreneur et politique nicaraguayen, Juan Sebastián Chamorro est le beau-frère de l'ancienne présidente Violeta Chamorro. Il est un des représentants de l'Alliance civique pour la justice et la démocratie (ACJD).

de l'Union pour le renouveau démocratique (Unamos, ancien Mouvement de rénovation sandiniste, scission du FSLN), pour ne citer que les principales arrestations sur une vingtaine au seul mois de juin. Ce sont ainsi divers secteurs de l'opposition qui ont été visés : l'opposition de gauche (autour de Unamos) et des figures historiques – et critiques – du sandinisme (dont des anciens révolutionnaires), le secteur économique et des banques, la droite libérale, la presse et les médias... Les opposants sont accusés de commettre des actes portant « atteinte à l'indépendance, la souveraineté et l'auto-détermination des peuples et incitant à l'ingérence étrangère », selon les communiqués de la police publiés pour chacune des arrestations. De la sorte, le gouvernement Ortega est parvenu à éliminer toute opposition politique avant même la tenue des élections. Continuant à exercer une pression extrême sur toute personne manifestant son opposition au régime – ce qui a conduit plus de cent mille Nicaraguayens à fuir depuis la crise de 2018 –, le gouvernement Ortega a réussi à organiser des élections à sa mesure : sans la moindre once de compétition politique, sans campagne, sans observation électorale, sans presse, sans enjeu outre sa réélection, mais aussi... sans électeurs. Plus de quarante ans après la chute de Somoza à laquelle il a participé, Daniel Ortega incarne désormais la nouvelle figure, et parmi les plus cruelles, du dictateur centraméricain.

**Pour citer ce chapitre :** Maya Collombon, « Dans la nuit noire des élections nicaraguayennes », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 259-260, janvier 2022 [en ligne : <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.259-260>].